

15^e CONGRES

(NOVEMBRE 1960)

SOMMAIRE :

- 1) OUVERTURE DU CONGRES
- 2) RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE ET LES TACHES DE LA IVème INTERNATIONALE par P. Frank
- 3) RAPPORT SUR LA SITUATION FRANCAISE ET LES TACHES DE NOTRE SECTION par V. Régnault
- 4) RESOLUTION POLITIQUE
- 5) VOTES - ELECTION DU COMITE CENTRAL.

(Prix : 1 NF.)

OUVERTURE DU CONGRES

Le Congrès est placé sous la Présidence d'Honneur des Camarades PABLO et SANTEN auxquels est adressée la résolution suivante, à la fin du Congrès :

"Le 15ème Congrès National du P.C.I. vient de terminer ses travaux. Dans ses débats, le problème de notre soutien, de notre aide à la révolution algérienne a pris une place fort importante, chaque militant du P.C.I. étant conscient du rôle fondamental de cette révolution dans le développement de la situation et du triomphe de nos idées.

"Cette manifestation politique est, à notre avis, le meilleur salut que nous puissions adresser à vous, Camarades PABLO et SANTEN, qui avez su nous montrer la voie dans ce travail, pour lequel vous êtes tombés, victimes de la répression impérialiste.

"Le Congrès vous assure de ses sentiments les plus affectueux et qu'il fera tout pour votre libération prochaine.

VIVE LA REVOLUTION COLONIALE !
VIVE LES VICTIMES DE LA REPRESSION IMPERIALISTE !
VIVE LA QUATRIEME INTERNATIONALE !

- Président : GUILLEMIN

- Discours d'Ouverture : GUILLEMIN

- Election des Commissions : - Financière : ANSELME
CLOUZOT
MEYMAC
ROLAND

- Candidatures et Mandats :
LENOIR
MARECHAL
MAX

- Adoption de l'Ordre du Jour -

- Rapport sur la Situation Internationale et les tâches de notre Internationale (Pierre Frank)

Nous avons décidé, pour ce Congrès, de ne faire qu'un seul rapport sur l'ensemble des textes préparés pour la discussion du 6ème Congrès Mondial. Dans mon rapport, je m'efforcerai de mettre en avant les principaux problèmes posés par la situation internationale, les thèmes théoriques et politiques ainsi soulevés, et les réponses que l'on trouve dans les textes préparés par le Secrétariat International.

.../...

Nous allons tenir bientôt le 6è Congrès Mondial de notre Internationale. Depuis la fin de la guerre, depuis 1948, nos Congrès Mondiaux se sont tenus régulièrement tous les trois ans (1951, 1954, 1957). Il ne s'agit pas pour nous de manifestation rituelles, mais du fonctionnement, de l'existence même de notre mouvement, qui ne peut être qu'un Parti Mondial. La tenue de chacun de ces Congrès a présenté des difficultés matérielles pour chacune de nos sections. La tenue des Congrès, la participation toujours plus grande à ceux-ci, étaient déjà par eux-mêmes des signes de vitalité, de force de notre mouvement. Cette fois-ci, nous le tiendrons peu de temps après que notre direction internationale ait été lourdement frappée. Il n'y a pas eu recul de la date; les documents ont été préparés dans ces conditions avec le minimum de retard, et nous avons tout lieu de penser que la participation ne sera pas moindre qu'au Congrès précédent. Sans aucune forfanterie, nous pouvons dire qu'aucune autre organisation ouvrière ne fonctionne comme la nôtre, bien qu'aucune organisation ne connaisse les difficultés qui sont notre lot quotidien.

Pour commencer, je voudrais mentionner une question qui est survenue après que les documents aient été écrits, qui ne va certainement pas à l'encontre de ceux-ci, mais qui est un changement d'ordre qualitatif, très gros de conséquences, et que le CM ne manquera pas de souligner. Il s'agit de Cuba. Au début d'octobre, des décrets de nationalisation ont été pris qui, de l'avis des membres du SI, une fois qu'ils seront réalisés - et ils sont en cours de réalisation - feront de Cuba un Etat Ouvrier. A Cuba, la propriété capitaliste, américaine ou cubaine, a été dans sa plus grande partie nationalisée, pour permettre - disent les décrets - de procéder à la planification de l'économie. Beaucoup de questions se posent : le vieil appareil d'Etat a été détruit, bien que le nouvel ne puisse être considéré comme prolétarien. Le bouleversement révolutionnaire s'effectue sous une direction qui n'est pas ouvrière, sans même un parti qu'on puisse qualifier d'ouvrier. A la différence de la Yougoslavie et de la Chine, le PC n'y est pour rien, il suit la révolution tant bien que mal. Nous avons là une maturité des conditions objectives telle que le mouvement des masses, avec une direction relevant du radicalisme petit bourgeois, réalise victorieusement la révolution permanente. Et, qui plus est, cela s'est fait dans l'hémisphère américain, à proximité des Etats-Unis. La question est énorme. C'est toute une discussion qu'elle mérite. Je ne fais que la mentionner car - bien que les membres du SI étaient certains de la position à prendre - ils ne voulaient pas le faire avant d'en avoir traité avec les camarades les plus directement intéressés.

L'ordre du jour du 6ème Congrès a été fixé au 22è Plénum à la fin de 1959. A la suite d'un texte sur les tendances économiques prolongeant celui du Congrès précédent, nous examinerons deux facteurs de la révolution mondiale : la révolution coloniale et la crise internationale du stalinisme, la différence par rapport au 5è Congrès mondial étant la place relative de ces deux questions. Nous examinerons aussi la situation en Europe où la révolution connaît un retard considérable.

.../...

Après examen de ces textes, le Congrès Mondial abordera la discussion d'un rapport d'activité du S.I. qui ne sera pas seulement un bilan du passé, mais qui aussi soulèvera les tâches d'avenir, à partir de l'analyse et des perspectives préalablement discutées, en vue d'utiliser au mieux les forces de notre mouvement.

xxxxxx

Passons à la situation internationale. Après le 5^e Congrès Mondial, nous avons assisté, sur le plan des rapports entre les deux camps, d'une part à une certaine progression des deux - le boom capitaliste, les progrès économiques et techniques entre autres de l'URSS (spoutnik, etc...). On a vu jusqu'au début de 1960 sur le plan politique une situation qui semblait aller dans le sens de la détente, de la coexistence pacifique. Cela a donné naissance à beaucoup d'illusions un peu partout. Le monde allait devenir idyllique. Dans son article, le camarade Maétansoulève quelques-uns des problèmes que cette situation soulevait pour notre mouvement. Personnellement, les réponses contenues dans cet article me semblent insuffisantes. Mais au sujet de la situation internationale, on peut répondre ce que disait un certain Dr. Knock, à savoir que la santé est "un état précaire qui ne présage rien de bon."

En 1960, la détente a été bousculée. On ne va certes pas directement à la guerre, on ne connaît pas même une "guerre froide" telle que celle d'il y a environ dix ans, des tentatives sont faites pour revenir sur la voie de la détente. Mais 1960 a détruit un certain nombre d'illusions, et a permis de mieux saisir les forces profondes qui travaillent le monde, leur jeu, leurs tendances et a permis d'avoir une idée plus claire de la réalité véritable.

En 1960, vu la politique de détente bousculée non à cause du vol de l'U2, mais parce que de gigantesques forces révolutionnaires se sont déchaînées qui ont écarté le faux équilibre que certains voulaient instituer. Outre Cuba, il y a eu le Japon, la Corée du Sud, la Turquie et l'Afrique, du nord au sud. Même en Europe, on a entendu des craquements dans un édifice qui paraît solide : France, Italie, Angleterre, Espagne, Portugal, etc... Cela ne se situe pas au niveau de ce qui se passe dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, mais c'est très significatif pour l'Europe.

En même temps, la progression économique des Etats ouvriers ne cesse de se poursuivre, de sorte que nous assistons à ceci :

Au début des années 1950, le rapport global des forces mondiales avait changé en faveur de la révolution par suite de la victoire de la révolution chinoise. Mais le capitalisme mondial, ainsi globalement défavorisé, conservait encore l'avantage sur le plan militaire (l'URSS venait à peine de fabriquer la bombe A), et aussi

.../...

l'avantage sur le plan strictement économique. Depuis lors, il a perdu la suprématie militaire. On peut discuter s'il y a équilibre des forces ou suprématie de l'URSS, mais il n'est plus question de la suprématie des Etats-Unis. Enfin, la compétition économique devient sérieuse sur le plan économique.

Le développement des événements a suivi une ligne beaucoup plus sinueuse que nous l'avions imaginé au 3è Congrès Mondial, mais il s'est fait dans le sens prévu de façon générale, avec des variations considérables quant à chacun des facteurs, mais nettement en direction d'une épreuve de force titanesque.

Revenons à la question de la compétition économique, sur laquelle les stalinienins insistent beaucoup. La compétition économique est maintenant une question réelle. L'écart a considérablement diminué entre les Etats ouvriers et les Etats capitalistes économiquement développés. Le taux de croissance est au moins le double de celui des USA. Tout laisse prévoir qu'il n'y aura aucune modification sensible sur ce point. En matière de chiffres il faut être prudent. Mais même s'il paraît peu probable que, sans la victoire de la révolution en Europe, l'URSS ne dépassera pas les USA à la fin des années 1960, la différence sera faible, et ce ne sera plus qu'une question de quelques années de plus.

De cela résulte-t-il que la politique de Khrouchtchev est correcte ? Il existe bien des gens non stalinienins qui, abstraction faite du passé, disent qu'après tout s'il ne faut que quelques années de plus, si l'on peut passer pacifiquement à la construction du socialisme, pourquoi courir le risque d'une lutte révolutionnaire et d'une guerre mondiale pour faire avancer le socialisme de quelques années. Pour nous, comme nous l'avons dit dans des articles de la V.T. il ne s'agit pas de romantisme révolutionnaire; nous ne serions pas insensibles à de tels arguments, s'ils correspondaient à la réalité, si la certitude existait que l'imperialisme se laisserait déposséder sans lutte, s'il était prêt à écouter le conseil de Khrouchtchev de finir ses jours en paix. Non seulement rien ne permet de penser cela, mais la réalité montre tout le contraire : il s'arme jusqu'aux dents, il se bat pour chaque position dans le monde, il a d'ailleurs clairement dit qu'il engagerait le combat armé pour la défense de certaines positions vitales. Depuis la rupture au sommet il a été à nouveau clair que le danger de guerre existe, et qu'il peut prendre des formes menaçantes, comme nous l'avions dit il y a quelques années, soit en face d'avances de la révolution dans des zones vitales pour le capitalisme, soit en cas de détérioration grave dans l'économie capitaliste.

Nous repoussons donc, pour des raisons sérieusement fondées, une politique qui ne correspond qu'aux espoirs vains de la bureaucratie soviétique, une politique qui ne peut que démoraliser les masses, les désarmer, et ainsi favoriser les manoeuvres capitalistes. Nous repoussons ce révisionnisme selon lequel l'économie soviétique serait deve-

nue la force motrice de la marche de la société vers le socialisme. C'est encore et toujours la lutte des classes qui est cette force motrice et qui, en désarmant le capitalisme, reste la seule voie qui puisse assurer la paix dans le monde.

Il y a d'importants problèmes mondiaux soulevés dans le texte économique, dont je ne mentionnerai que deux, très brièvement.

D'abord, le réveil de la Chine est quelque chose de prodigieux et les conséquences en sont à peine discernables. La Chine deviendra sur le plan des puissances - et cela compte beaucoup maintenant - dans les années qui viennent la 4^e puissance dans le monde, après les USA et l'URSS et le Marché commun européen. Elle dépassera la Grande-Bretagne. Cette constatation ne peut être que le point de départ pour essayer d'imaginer les perspectives à plus longue échéance.

Ensuite, nous ne pouvons négliger un phénomène qui a surpris tous les économistes, bourgeois et marxistes, à savoir le grand développement des forces productives dans les pays capitalistes, surtout en Europe, dans l'après-guerre, l'absence de grandes crises, et à leurs places, des manifestations de récessions rapidement surmontées pour faire place à un boom. C'est un important problème pour la théorie marxiste qui peut et doit s'enrichir à cette occasion. Nous donnons dans le document soumis au Congrès Mondial des explications, qui consistent dans l'intervention de plusieurs facteurs et leur accumulation et leur combinaison : intervention de l'Etat par injections massives, rôle des biens de consommation durables, renouvellement plus rapide des moyens de production, accélération et développement de la technologie et des inventions.

Tous ces facteurs sont valables comme explications, mais je dois dire que le dernier mot est ainsi loin d'être dit, sur l'importance relative et absolue de chacun de ces facteurs, de leur imbrication, et plus généralement tout le jeu de l'accumulation capitaliste, qui est une question encore non épuisée dans la théorie économique marxiste.

xxxxxxxxxxxx

xxxxxxx

x

Dans la révolution mondiale, la révolution coloniale est encore aujourd'hui incontestablement le facteur principal. Cela tient d'une part aux aspirations des masses de ces pays qui, à la suite de deux guerres mondiales et de la Révolution d'Octobre, ont pris conscience de la différence entre l'existence que l'impérialisme leur fait et l'existence qu'elles pourraient avoir avec la science et la technique

.../...

modernes. Cela tient d'autre part au fait, essentiel en l'occurrence, que dans le cadre capitaliste, en dépit d'une certaine industrialisation qui se produit dans ces pays, il n'est pas possible que ceux-ci se développent au niveau des pays capitalistes avancés. Au contraire, le retard relatif sur ces pays s'accroît, et ne peut que s'accroître. Sur un plan strictement économique, il en sera ainsi, même si ces pays reçoivent une aide plus grande, que ce soit de la part des Etats capitalistes ou de celles des Etats Ouvriers. Le document préparé sur l'économie mondiale en fait une démonstration irréfutable. C'est pourquoi la révolution coloniale restera encore longtemps un facteur considérable, qui ne montrera aucun signe de fatigue, d'épuisement. Au contraire, la révolution coloniale n'a fait que s'amplifier avec les années. Et l'année qui finit a vu la révolution en Afrique atteindre un continent qui, au lendemain de la guerre, paraissait être une sûre réserve pour l'impérialisme. Au moment où commence la septième année de la guerre d'Algérie, la victoire du peuple algérien commence enfin à se dessiner plus nettement. A l'autre extrémité, nous allons voir l'Afrique du sud devenir un grandiose champ de bataille, d'une importance décisive pour le socialisme dans le continent noir.

La révolution coloniale a progressé non seulement en extension à travers le monde, mais aussi politiquement. Dès maintenant, nos documents le soulignent, dans certains pays, dont quelques-uns décisifs, nous assistons à l'usure et à l'épuisement de la direction bourgeoise et petite bourgeoise, nous nous trouvons en face d'une nouvelle étape pour laquelle il faut une direction adéquate, qui ne peut être que prolétarienne. Il y a, il est vrai, l'exemple de Cuba qui semblerait contredire cette dernière affirmation, mais personne parmi nous - je pense - ne tirera une telle leçon. Tant mieux si la révolution a pu aller à la victoire sans une direction ouvrière, mais la maturité des conditions objectives n'est pas quelque chose sur laquelle nous avons à nous reposer en toute tranquillité. Ainsi, parmi les pays où la question d'une nouvelle direction vient à l'ordre du jour en raison de la maturation de la situation se trouve en premier lieu l'Inde, et dans ce cas il ne faut pas du tout espérer que l'exemple cubain se répètera.

Le développement de la révolution coloniale a soulevé un problème nouveau, auquel nous nous sommes efforcés de répondre sur le plan théorique. Jusqu'alors, nous avions eu affaire à des pays coloniaux ou semi-coloniaux du type Orient ou Amérique latine, où l'application de la théorie de la révolution permanente n'était pas très différente de celle de la Russie tsariste. Il s'agissait d'un saut, sous la dictature du prolétariat, d'un siècle à un siècle et demi.

Dans les pays africains, nous avons le plus souvent affaire à la décomposition d'une société tribale, il n'y a pas de vraies classes dans le sens marxiste du terme, il faut procéder à un saut pr-dessus des modes de production anciens de plusieurs siècles. Il s'avère, de l'expérience à laquelle nous assistons, que le rôle de l'Etat - formé d'individus éduqués par rapport à toute la société, non liés à de véritables couches sociales - peut être décisif, soit en engageant le

pays dans une voie capitaliste qui sera sans issue, soit en mettant audacieusement le cap sur une voie qui en fin de compte sera celle de la construction du socialisme. Il peut en être ainsi en raison du rapport des forces à l'échelle internationale, et des possibilités d'aide des Etats ouvriers. Il serait vain de s'engager dans une discussion sur la nature d'Etats comme la Guinée ou le Mali, demain peut-être le Kenya ; ce sont des expériences à suivre, à soutenir de façon critique, des expériences qui peuvent avoir une influence énorme pour toute l'Afrique Noire, du moins pour l'Afrique centrale, tant que la révolution ne triomphera pas en Afrique du sud, ou tant que la révolution algérienne restera avant tout au stade de la lutte pour l'indépendance.

A propos de la révolution coloniale, la compétition des deux systèmes loin d'être amicale, comme le voudrait Khrouchtchev est extrêmement vive et le sera de plus en plus. On voit à la présente session de l'ONU l'importance des jeunes Etats. Il n'est pas possible que l'impérialisme américain reste passif, sans initiative. Nous verrons certainement le prochain président Kennedy, d'une part procéder à une tentative d'aide à l'Amérique latine autrement sérieuse que les 500 millions de dollars récemment offerts. Nous verrons certainement aussi une pression considérable exercée sur l'impérialisme français pour mettre fin à la guerre d'Algérie, et éviter de créer en Algérie une réédition de Cuba. L'impérialisme a encore bien des ressources à exploiter, et il ne quittera pas la scène sans disputer âprement le terrain.

xxxxxxxxxxxx

xxxx

x

Sur la question des Etats ouvriers et du stalinisme, il faudrait pouvoir s'exprimer très longuement. Nous avons tous frais dans la mémoire la crise de 1956-57 (la mort de Staline, le 20^e Congrès, les événements de Pologne et de Hongrie.)

Khrouchtchev a procédé à un certain réformisme, lâchant sur certains points, mais maintenant le régime bureaucratique et l'égémonie de l'URSS dans le camp des Etats ouvriers et des P.C. Le réformisme de Khrouchtchev a donné un certain nombre de résultats à la bureaucratie. Il a pu résorber la crise. Alors qu'autrefois, nous avions surtout à combattre les tendances révisionnistes sur la nature de l'Etat Soviétique, nous avons maintenant surtout à répondre à des courants ou des tendances qui comme Deutscher voient un développement graduel, sans crise politique majeure, sans que se produise ce que nous appelons la révolution politique, en URSS. Si on examine le réformisme khrouchtchevien on s'aperçoit qu'il s'est effectué intégralement dans le cadre du pouvoir bureaucratique, en vue d'assurer un meilleur équilibre de celui-ci, et qu'il n'y a pas eu une seule mesure qui puisse être considérée comme relevant de la démocratie ouvrière. Par contre, la bureaucratie est très vigilante contre toute manifestation qui pourrait porter atteinte à son pouvoir. On ne peut pas négliger son attitude en matière littéraire et culturelle, car c'est une voie, d'ailleurs traditionnelle de la critique sociale et politique, en Russie. La lutte opiniâtre contre les Yougoslaves en est une autre manifestation.

.../...

Mais le réformisme khrouchtchevien, loin d'assurer un équilibre stable au sein du monde communiste, a vu se développer de nouvelles contradictions à un niveau politique incomparablement plus élevé.

On peut être certain que les développements révolutionnaires gigantesques qui ont lieu, notamment à Cuba et en Algérie, les deux foyers révolutionnaires les plus importants aujourd'hui, hors de l'emprise et du contrôle stalinien, vont accroître encore les contradictions et les crises dans les Etats ouvriers et dans les PC.

Mais nous avons déjà une manifestation de très grande amplitude, le différend sino-soviétique qui sera peut-être l'origine d'une issue fatale pour le stalinisme, c'est-à-dire pour l'emprise, l'hégémonie de la bureaucratie de Moscou dans le mouvement ouvrier communiste.

Nous avons publié, nous publierons encore des articles sur le conflit sino-soviétique, dans lequel nous analyserons les questions litigieuses, et les positions prises par les uns et les autres. Chaque trotskyste se doit de suivre ces questions de près, dans le détail. Je me bornerai aujourd'hui à rappeler les questions soulevées, et les positions qui s'affrontent.

Sur la coexistence pacifique et les dangers de guerre, tandis que les soviétiques développent l'idée et la politique de recherche d'accords avec des "cibles" pacifiques du capital, les Chinois disent, à juste titre, que la guerre est inhérente au capitalisme, qu'il est illusoire de penser à un désarmement général possible. Les Chinois, en fait, mettent en cause la base de la politique des PC dans le monde entier, même s'ils ne tirent pas toutes les conclusions de leurs positions. En outre, l'argumentation des Chinois comporte des propos erronés, des conceptions dangereuses au sujet de la guerre atomique.

En ce qui concerne la révolution coloniale, les Chinois sont bien plus positifs que les Soviétiques - qui font dépendre leur attitude de leurs calculs diplomatiques sur la coexistence pacifique. Cela s'est vu sur la question de l'Algérie, et sur la question de l'Inde. Les Chinois - qui ont eu une expérience couteuse avec leur bourgeoisie nationale - ont une tout autre attitude que les Soviétiques envers les bourgeoisies nationales des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ils ont beaucoup moins tendance à envisager des compromis avec celles-ci, et beaucoup plus tendance à encourager les mouvements indépendants des masses ouvrières et paysannes.

Sur les voies parlementaires et pacifiques au socialisme, les Chinois tirent les formules éclectiques, de type austromarxiste, dans le sens opposé à celui où le font les Soviétiques. Et ils insistent aussi sur la question de la destruction de l'Etat bourgeois, un point dont l'importance est particulièrement grande.

Dans cette discussion menée d'une façon étranger, peu propre à éviter la confusion, d'autres problèmes sont soulevés mais d'une

façon encore plus obscure. Par exemple, les Chinois insistent sur leur expérience des Communes, comme la voie par excellence de construction du socialisme. Les Soviétiques ne disent rien sur cette expérience; par certains indices, il ressort clairement qu'ils ne partagent pas le point de vue des Chinois. A vrai dire, ce ne sera pas l'expérience menée en Chine qui devrait en soi les inquiéter. La véritable explication nous conduit à une question dont l'importance grandira au sein des Etats ouvriers. La construction du socialisme n'est pas l'opération économique, technique, telle qu'elle ressort des articles de la presse stalinienne. C'est une opération qui implique tous les rapports sociaux, entre autre les rapports entre les dirigeants et les masses, la politique et les objectifs donnés aux masses... Il y a désormais trois principaux "modèles" de construction du socialisme. Sur la question des rapports entre dirigeants et masses, tandis que Soviétiques et Chinois sont tous deux bureaucratiques, les Yougoslaves s'efforcent sur certains plans de stimuler les initiatives des masses contre le bureaucratisme. Si on se place sur le plan des objectifs, il y a, par exemple, dans la question des campagnes une très grande différence entre les Soviétiques et les Chinois. Les uns font appel entre l'intérêt individuel du paysan, les autres à des stimulants collectifs. Ces problèmes intérieurs de la politique des Etats ouvriers touchent la vie de chacun des citoyens de ces pays. Ils peuvent en juger les résultats. On peut s'attendre qu'ils donneront lieu à des contradictions grandissantes avec le temps.

Une simple comparaison des problèmes actuellement soulevés avec les questions de la crise de 1956-57 montre le chemin parcouru. Il est possible que, dans l'immédiat le plus proche, ces problèmes ne soient pas aussi directement explosifs que ceux de 1956-57. Mais ils ne peuvent pas être aisément escamotés, en invoquant le "culte de la personnalité". Ils mettent en cause les problèmes les plus généraux de la politique communiste internationale à présent : les rapports avec le capitalisme mondial, les rapports avec la bourgeoisie dans chaque pays, les voies vers le pouvoir, ... En fait ce sont presque deux lignes différentes qui s'affrontent, et non une question d'extirpation d'abus et de scandales devenus insupportables. On est ainsi passé de la lutte contre les effets les plus grossiers du stalinisme à une lutte contre sa politique, du moins on tend vers cela. De la politique, il faudra encore passer à la cause de celle-ci, c'est-à-dire à la bureaucratie.

Il faut souligner quelque chose d'extrêmement important. Les Chinois parviennent empiriquement et confusément à retrouver la théorie de la révolution permanente, dans son aspect global. C'est la marche de la révolution mondiale, le niveau auquel elle est arrivée, les problèmes qu'ils ont à résoudre, qui les ont amenés à cela. Ils emploient de plus en plus le terme même de "révolution ininterrompue".

Les causes du différend sino-soviétique sont telles qu'il sera difficile et même impossible aux directions soviétique et chinoise de

de le supprimer. Ils pourront, par moments, trouver des modus vivendis. Ils recherchent des accords mais les divergences resurgiront chaque étape importante de la situation internationale. Même sur l'élection de Kennedy, les réactions sont nettement différentes. Nous allons donc vers une nouvelle étape dans la crise internationale du stalinisme. Le conflit a déjà affecté des PC les plus directement concernés par les questions litigieuses (Brésil et d'autres pays latino-américains). Mais tout le monde communiste en sera ébranlé. Le PCF sera loin d'y échapper. Pour tout communiste, le choix sera à faire : avec les Soviétiques ou avec les Chinois ?

J'ajouterai qu'à certains indices, on est amené à penser qu'en URSS aussi il existe déjà aussi des tendances qui s'orientent dans le sens de la politique chinoise. Rien ne permet de penser, comme on l'a écrit de divers côtés, que ce sont d'anciens staliniens ou des nostalgiques de la période de Staline. Certaines attaques dans la presse soviétique ne peuvent s'expliquer que comme des réponses et des critiques intérieures, qui trouvent la politique de Khrouchtchev timorée et incapable de donner les résultats auxquels on pourrait aboutir vu la puissance de l'URSS et du camp des Etats ouvriers.

La crise de 1956-57 avait pris des formes très spectaculaires. Celle qui mûrit à présent mettra probablement beaucoup plus de temps pour atteindre des formes également spectaculaires, mais cela tient à ce qu'elle se développe bien plus en profondeur. Ses résultats n'en seront que plus décisifs.

xxxxxxxxxx

xxxxxx

xx

Et maintenant, quelques mots sur la pauvre Europe. Nous parlons d'un retard - seulement d'un retard - de la révolution européenne et nous rejetons catégoriquement toute idée que le prolétariat européen est définitivement fini pour la révolution socialiste. Le document européen doit être mis à jour, mais ses réponses sur les questions de fond restent plus que jamais valables. Ce n'est pas la bonne conjoncture économique qui a créé la situation politique actuelle. C'est la trahison des directions social-démocrates et staliniennes qui a permis au capitalisme européen de se relever, et d'exploiter la bonne conjoncture économiquement et politiquement. C'est seulement dans ces conditions que la conjoncture économique a pesé et pèse sur la classe ouvrière. Il n'y avait pas de la part des directions traditionnelles des objectifs sérieux, aussi les ouvriers ont-ils avant tout cherché à tirer un profit personnel immédiat.

Mais nous assistons maintenant aux premières vacillations de la conjoncture économique, et il existe des signes que la classe ouvrière résistera, car ce qu'elle a acquis économiquement entre plus ou moins désormais dans son minimum vital qui, rappelons-le, est une donnée historique.

D'autre part, il existe en Europe plusieurs questions, soit nationales, soit internationales, qui peuvent devenir l'objet de grandes luttes politiques. Le plus clair, c'est le cas de la France avec la question algérienne. Mais ce n'est pas le seul cas. Nous assistons dès à présent à une ranimation politique dans divers pays d'Europe. Ce qui est très important, très prometteur, c'est l'entrée dans l'arène de la vie politique, de couches jeunes, en premier lieu la jeunesse, estudiantine et universitaire, mais pas elle seulement. C'est un phénomène général, dont l'ampleur varie évidemment avec chaque pays, mais un phénomène général auquel aucun pays n'échappe complètement.

Si c'est un phénomène normal, habituel, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, pour les pays d'Europe et aussi pour les Etats-Unis c'est quelque chose de symptomatique de ce qui peut se produire dans les prochaines années. A mon avis, l'année 1960 avec ce phénomène marque la fin de la période de l'après-deuxième guerre mondiale et l'entrée sur la scène politique de nouvelles générations qui, en raison de leur âge, ne portent pas en elles quoi que ce soit des illusions, des fatigues, de ce que les plus vieilles générations avaient pu mettre dans les vieilles directions ouvrières. En outre, ces générations plus anciennes, même si elles n'étaient pas satisfaites des anciennes directions, comparaient leur sort actuel (avec les menus avantages acquis : sécurité sociale, retraites...) à ce qu'elles avaient connu autrefois : chômage etc... Les nouvelles générations n'ont pas connu ce passé ; elles prennent pour normal l'acquis actuel, ce qu'on peut considérer comme le confort des masses européennes par rapport à la situation des pays coloniaux. Cela n'est plus une conquête pour elles mais le mode de vie dans lequel elles ont été élevées. Et ce qui leur manque, c'est une perspective sérieuse pour leur avenir, une raison de vivre. La jeunesse universitaire bouge la première, parce que plus sensible, mais nous pouvons être assurés que toute la jeunesse entrera en actions. Cela ne fera pas disparaître l'existence et l'importance des vieilles organisations de la classe ouvrière, mais cela stimulera la crise dans celles-ci parce que ces jeunes sont généralement hostiles aux vieilles directions. C'est pour notre mouvement une perspective grandiose.

XXXXXXXXXX

XXXXX

X

Je dois conclure. Je n'ai fait qu'aborder les principaux thèmes posés par la situation mondiale et qu'indiquer dans quel sens se mène la discussion dans nos rangs pour le 6è Congrès Mondial. Par comparaison avec les congrès passés, il n'y a pas de rupture, de tournant profond, mais surtout des ajustements, des mises au point, des analyses plus poussées et des précisions des tâches, en fonction du développement de la situation.

.../...

Notre mouvement a connu une longue marche et elle n'est pas du tout terminée. Il s'en faut de beaucoup. Mais aujourd'hui, dans le monde, la révolution permanente bat son plein. Ce n'est pas seulement une vérité objective, elle commence à devenir vérité dans la conscience des communistes chinois. C'est la mesure la plus importante que nous pouvons avoir du développement de la situation. Cela veut dire que les conditions ont mûri pour l'organisation qui peut prendre la direction de la révolution permanente, c'est-à-dire la IV^e Internationale.

Mais rien ne nous sera donné, pour quoi nous ne lutterons pas de toutes nos forces, et même au-delà de nos forces. Si nous savons nous mettre au niveau de la situation internationale, nous pouvons être sûrs que les années de la décade 1960 seront nos années.

XXXXXXXXXX

XXXXXX

XX

EXTRAITS DU RAPPORT SUR LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE ET LES
TACHES DE NOTRE PARTI

(Rapporteur : V. Régnault)

Le XVème Congrès de notre Parti que nous tenons actuellement a été fixé et préparé par le Comité Central sortant dans des délais très brefs et ceci, essentiellement à cause des changements politiques intervenus ces derniers mois en France et des perspectives de travail qu'ils offrent à notre Parti.

C'est en fonction de ces changements que nous avons décidé de transformer en Congrès National de la Section française, la Conférence Nationale qui était prévue pour préparer le VI^e Congrès Mondial de notre Internationale.

Malgré la brièveté de sa préparation, notre 15ème Congrès peut et doit, dans cette situation nouvelle, marquer une étape importante dans la construction du Parti Révolutionnaire en France.

Nous arrivons à un moment de notre histoire où le recrutement à notre organisation devient une condition indispensable, y compris à sa progression politique. La situation politique et son évolution que nous allons discuter à ce point de notre ordre du jour, offrent à notre organisation des possibilités accrues dans ce domaine. Il est vrai, comme le disait en particulier dans son rapport d'hier le Cde P. Frank, que la jeunesse en rupture avec la société actuelle est marquée pour être gagnée par nous. Cependant, elle ne le sera que si nous intervenons juste et pas seulement si nous analysons juste. En fonction d'une analyse la plus exacte possible de l'évolution de la situation, c'est une intervention efficace de notre Parti dans le processus en cours dans les milieux d'avant garde, qui peut permettre une progression de notre organisation et de son influence.

Nous avons devant nous une étape au cours de laquelle des possibilités très concrètes de gains politiques et organisationnels nous sont offertes en particulier dans trois milieux : Jeunes, intellectuels et cercles coloniaux. En réalisant ces gains possibles et nécessaires dans ces trois milieux, en y faisant venir à nous les éléments les plus mûrs, les plus aptes à être gagnés aux idées marxistes révolutionnaires, nous poserons les jalons indispensables pour gagner à une étape plus avancée de la remontée du mouvement ouvrier les éléments les plus mûrs et les plus critiques parmi les ouvriers révolutionnaires du PCF.

C'est la tâche très précise que nous devons nous fixer à ce 15ème Congrès et dont notre 16ème Congrès tirera le bilan.

.../...

.....

Après deux ans de pesante apathie, le réveil politique actuel en France doit nous trouver en pleine possession de tous nos moyens politiques et organisationnels pour intervenir de façon positive dans cette nouvelle étape.

.....

L'évolution du rapport de forces international de plus en plus en faveur des forces anti-impérialistes et anti-capitalistes dans le monde, a été précisée dans le rapport et la discussion des textes proposés pour le VI^e Congrès Mondial. Nous, Section française de l'Internationale, travaillons dans la partie du monde où la crise que vit le capitalisme mondial semble la moins apparente. C'est le secteur du Marché Commun, cette tentative du capitalisme européen de surmonter ses contradictions, dont les perspectives sont dans décade prochaine de devenir, après les U.S.A. et l'U.R.S.S., la troisième puissance économique mondiale.

Néanmoins, nous nous trouvons dans le pays de cette partie du monde où apparaît à nu la lutte directe entre l'impérialisme et la Révolution coloniale et où la crise du capitalisme (et les bouleversements politiques qu'elle entraîne) est directement fonction de cette lutte et de l'entrave qu'elle apporte à une participation fructueuse du capitalisme français au Marché Commun.

.....

Depuis 1954 et plus particulièrement depuis 1956, l'ensemble de la vie politique en France est rythmée par les péripéties de la lutte entre l'impérialisme français et la Révolution algérienne.

Dans une première étape (1954-1958) les conséquences de cette lutte ont été d'amener la victoire du régime gaulliste. Nous avons analysé cette évolution dans nos deux derniers Congrès. Il faut néanmoins répéter et développer dans notre intervention extérieure, l'idée que c'est très concrètement parce que le mouvement ouvrier français a failli à sa mission anti-impérialiste, qu'il n'a pas pris sa place dans le front anti-impérialiste ouvert en France par la Révolution algérienne, qu'il est allé (en particulier depuis 1956) à sa défaite.

Dans une deuxième étape, marquée principalement par le discours de de Gaulle du 16 Septembre 1959 et les événements d'Alger du 24 Janvier 1960, l'impossibilité où était l'impérialisme de vaincre cette Révolution algérienne a ouvert une crise profonde au sein même du régime.

.....

Une troisième étape a été ouverte par l'échec de de Gaulle dans sa
.../...

tentative de réalisation de la ligne tracée par son discours du 16 Septembre 1959 (Pourparlers de Melun) . Elle a été marquée par une réanimation politique d'une partie de la gauche en France et ses répercussions sur l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est à partir de cette période (Juillet-Octobre 1960) que l'on peut dire que la branche la plus favorable de l'alternative tracée dans la résolution de 1959 du C.E.I. a été réalisée.

.....

Quelles que soient maintenant les péripéties de la lutte entre l'impérialisme français et la Révolution algérienne et leurs conséquences sur l'évolution du régime en France, on peut dire à coup sûr que la réanimation du mouvement ouvrier à laquelle nous venons d'assister est maintenant devenu un processus irréversible.

C'est sur cette hypothèse que le Parti doit s'organiser pour travailler, quelles que soient les variantes organisationnelles que peut nous imposer l'évolution du régime dans les deux ans qui viennent.

Afin d'agir avec efficacité et sans illusions nuisibles à une application fructueuse de notre tactique entrainée à l'étape actuelle, il importe de bien caractériser le degré de réanimation politique à laquelle nous assistons et de fixer son importance historique en même temps que les limites qu'elle a encore actuellement.

L'importance historique de cette réanimation qui est surtout le fait de courants d'avant garde constitués dans la lutte contre l'impérialisme français et sa guerre coloniale est caractérisée par plusieurs aspects et entre-autres :

1^o) Pour la première fois depuis de nombreuses années des initiatives anticapitalistes très radicales ont été prises en dehors des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et sur un niveau politique très élevé quoique limité.

2^o) Pour la première fois également depuis les années d'occupation et celles qui les ont immédiatement suivies, on assiste à une réapparition sur la scène politique en France de la jeunesse dont la dépolitisation et l'atomisation n'avaient cessé de croître depuis une douzaine d'années. C'est là un phénomène de la plus haute importance dont les répercussions sur le mouvement ouvrier dans les années qui viennent seront certainement très réelles.

Parallèlement à cette nouvelle irruption des couches jeunes sur la scène politique, il faut souligner la participation très active des femmes dans l'action des courants d'avant-garde et en particulier dans l'aide à la Révolution algérienne.

Tous ces symptômes ne peuvent que nous confirmer dans l'appréciation
.../...

de la signification très importante de ces nouveaux courants d'avant garde ainsi constitués.

Contrairement à ce que prétendent les tenants de la politique réformiste ou stalinienne, ces courants ne sont nullement isolés d'un certain contexte de masse plus large, en particulier chez les jeunes. Néanmoins ils précèdent de loin les larges masses travailleuses chez qui la réanimation politique est encore peu sensible. Avant que les conditions ne soient réunies pour un nouvel essor des masses, ce hiatus entre les courants d'avant-garde et les masses subsistera. Il sera encore accentué par la politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier qui vont continuer à entraver celui-ci quelles que soient les répercussions sur lui de l'action des courants d'avant garde.

.....

Il en résultera pour le pouvoir gaulliste la possibilité pendant toute une étape de profiter du hiatus entre les courants d'avant garde et le mouvement ouvrier dans son ensemble et plus encore entre ces courants et les larges masses.

On peut néanmoins penser que les coups que pourra ainsi porter le pouvoir, même s'ils frappent durement les courants d'avant garde et même le mouvement ouvrier n'auront pas un effet de destruction du courant de réanimation politique mais au contraire le stimuleront.

.....

A l'étape actuelle, notre action dans le nouveau contexte politique ainsi déterminé doit être double :

1^o) Intervenir politiquement au sein des courants d'avant garde pour, au travers de l'action au coude à coude avec eux, faire découvrir aux éléments les plus avancés de ces courants la logique anti capitaliste de leur action, par delà même la lutte qu'ils mènent actuellement contre la guerre d'Algérie.

.....

2^o) Faire pénétrer par nos propres moyens d'organisation, de parti, cette action des courants d'avant-garde au sein de la classe ouvrière. De même que nous sommes les seuls à pouvoir élargir la compréhension politique et l'action des courants d'avant garde, grâce à notre propre compréhension marxiste des problèmes à l'échelle internationale et en France, de même nous pouvons le mieux, parce que nous sommes un Parti et pas seulement le comité de rédaction d'un journal- populariser l'action de ces courants d'avant garde dans le mouvement ouvrier et la classe elle-même.

.../...

.....

Pour réaliser ces objectifs et faire entrer dans la vie les propositions concrètes contenues dans le projet de résolution politique, nous disposons actuellement d'un atout important : La reconstitution après des années de grosses difficultés dans ce domaine, d'une nouvelle équipe de direction qui s'est soudée en particulier au cours des deux dernières années.

La renforcer par des éléments nouveaux, l'améliorer et la stabiliser sont la condition principale pour le succès de notre travail révolutionnaire et la construction du Parti: Le maintien d'une direction stable et efficace, son travail patient et cohérent pendant dix ou quinze années sont le gage essentiel de notre succès avenir.

La situation que nous allons vivre précisément dans les années qui viennent nous aidera à réaliser cette condition. Nous allons vivre une situation dure, dangereuse, mais de réanimation accentuée du mouvement ouvrier et de telles situations sont favorables au renforcement de la cohésion de l'organisation révolutionnaire que nous sommes.

Nous avons connu dans le passé des situations diverses : après avoir été dispersé en plusieurs groupes au moment de la défaite du mouvement ouvrier qui avait précédé la 2ème guerre mondiale, notre mouvement en France s'est réuni au début de 1944, en pleine période de répression fasciste, parce que la remontée du mouvement ouvrier poussait à l'unification des forces révolutionnaires.

A nouveau nous entrons dans une telle situation favorable de ce point de vue, et nous y entrons avec une expérience politique et organisationnelle infiniment plus grande que celle qui était la nôtre en 1944.

Le Comité Central qui sera élu à ce Congrès devra travailler consciemment en ce sens afin de permettre au Parti la réalisation maximum de ses responsabilités dans l'étape actuelle, non seulement en France, mais là où l'Internationale nous demandera d'envoyer des camarades en mission.

RESOLUTION POLITIQUE SUR LA SITUATION EN FRANCE ET NOS TACHES

ADOPTÉE AU 15^{ème} CONGRES NATIONAL

D'importants facteurs, tant internationaux (montée de la Révolution coloniale et échec de la Conférence au Sommet) qu'en France même, ont eu pour conséquence un notable changement dans la vie politique de ce pays, en particulier dans les derniers mois.

Un réveil politique certain s'est opéré sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie, réveil politique dont nous devons apprécier l'importance à sa juste mesure pour en tirer les conséquences exactes quant aux perspectives et aux formes d'action du Parti.

Pour cela, il est important de replacer l'analyse de la conjoncture actuelle dans le cadre des perspectives d'évolution de la situation que nous analysions dans le cadre des perspectives d'évolution de la situation que nous analysions dans la résolution du C.E.I. de Novembre dernier, adoptée ensuite par le Comité Central du Parti.

o o o

Un an après avoir annoncé par le discours de de Gaulle du 16 Septembre 1959 sa volonté d'arriver à un règlement de l'affaire algérienne, le grand capital français n'est arrivé à aucune solution de ce problème.

Les raisons pour lesquelles un arrêt de la guerre d'Algérie se faisait impératif pour le grand capital à cette époque sont tout aussi valables maintenant et peut-être même à un degré encore plus accentué : les nécessités de modernisation accélérée de l'économie française pour répondre à la mise en place du marché commun demeurent. Face à ces nécessités et s'y opposant, la coalition spécifique réalisée dans la lutte contre la Révolution algérienne entre l'armée les colons et l'extrême droite métropolitaine subsiste. Le poids énorme que fait peser la guerre d'Algérie sur l'ensemble de la vie économique française n'a fait que s'accroître, entravant les autres nécessités du grand capital face à la concurrence des autres impérialismes.

Malgré le coup porté aux ultras et à l'extrême droite en Métropole par l'échec du coup du 24 Janvier, la recherche par le grand capital d'un compromis avec les représentants du peuple algérien s'est à ce jour soldée par un échec marqué par la fin des négociations de Melun.

Le compromis recherché, qui tout en accordant une autonomie de façade

.../...

de à l'Algérie, ne devait en aucun cas sacrifier les intérêts économiques du capitalisme français en Algérie et en particulier au Sahara, s'est avéré irréalisable. C'est au premier chef la conséquence de la force accrue de la Révolution algérienne et de l'extrême décision de sa lutte qui a accentué de façon considérable le hiatus existant entre les concessions acceptables de part et d'autre.

Devant cette situation de fait, les représentants du gouvernement de Gaulle ont rompu les pourparlers sous la pression des cadres de l'armée qui n'envisagent en aucun cas l'abandon de l'Algérie.

C'est un échec important pour la partie du grand capital français que représente de Gaulle, face aux autres fractions de la bourgeoisie. Il aura et à déjà par ailleurs pour conséquence d'entamer de façon sensible le crédit de de Gaulle dans les larges masses en France. DE GAULLE EST SUR CE PLAN EN PERTE DE VITESSE ET CELA NE PEUT QUE FAVORISER LA REPRISE DE CONSCIENCE POLITIQUE DES LARGES MASSES.

- Dans ces conditions, la perspective tracée par la résolution du CEI de Novembre 1959 demeure valable : pourparlers difficiles, longs, s'étendant éventuellement même sur quelques années encore, débouchant sur une solution encore incertaine, au milieu de la lutte armée qui dure et de crises violentes à l'intérieur du camp des forces bourgeoises en France.

En ce qui concerne les conséquences sur le mouvement ouvrier de l'incapacité du grand capital à sortir de cette ornière, nous assistons présentement à la réalisation encore plus rapide et plus positive que nous l'aurions pensé, d'une remontée qui s'est manifestée par une certaine agitation économique et surtout par une reprise de conscience sur le plan de la guerre d'Algérie. C'est l'éventualité la plus favorable parmi celles qui étaient prévues dans la résolution du CEI de Novembre dernier. la plus positive pour le mouvement ouvrier :

" Dans le cas où la guerre se prolongerait, faute de concessions suffisantes à la Révolution algérienne par la résistance de de Gaulle lui-même, ou de l'armée à laquelle il céderait, la réactivation des masses, orientée contre ces résistances et pour la paix immédiate en Algérie, pourrait ... dans certaines conditions, faire apparaître la solution algérienne comme une victoire des masses elles-mêmes contre de Gaulle,

" Dans ce cas, les divisions à l'intérieur du camp bourgeois et les coups que lui porterait la Révolution algérienne pourraient modifier les rapports de force à nouveau quelque peu

.../...

" en faveur des forces ouvrières, sans que cette modification permette de surmonter rapidement les effets de la défaite du 13 Mai et d'ouvrir des perspectives révolutionnaires en France même".

o o o

Avant d'analyser plus précisément le réveil politique actuel en France et les cadres dans lesquels il s'effectue, ainsi que ses conséquences sur l'avenir proche et plus lointain du mouvement ouvrier et du mouvement des masses dans ce pays, il faut examiner les facteurs d'ordre international dont la répercussion directe ou indirecte influe sur les problèmes de la bourgeoisie française et au premier chef, celui de la guerre d'Algérie.

a) Sur le plan économique : une certaine détérioration de la situation se fait jour, dont les répercussions en France seront certaines. Déjà les derniers chiffres de la balance extérieure étaient mauvais. Une diminution des heures de travail est en cours dans diverses branches de l'industrie. Les difficultés du grand capital français dans une telle conjoncture vont rendre encore plus gênantes pour lui les nécessités de la poursuite de la guerre d'Algérie.

La classe ouvrière a montré que sur le plan économique, elle ne se trouve plus dans l'état d'apathie qui a suivi le 13 Mai 1958 et qui a permis l'opération Pinay de fin 1958 (diminution du niveau de vie d'environ 10%).

Cependant, les modifications de la conjoncture économique n'ont pas et, sauf dégradation accentuée peu probable de celle-ci, n'auront pas des effets considérables quant au niveau de vie. Mais les répercussions n'en seront pas moins importantes parce que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, les ouvriers se trouvent devant la menace d'une atteinte au plein emploi.

Dans ces conditions, il pourra y avoir des luttes localisées, des batailles très dures, limitées sur des revendications. Mais la menace qui plane désormais sur le marché du travail tendra à déplacer le mécontentement ouvrier sur un plan plus politique, même pour les revendications (les 40 heures) et favorisera la mise en avant dans toute lutte un peu large de la question de la guerre d'Algérie. Ceci s'est déjà manifesté en quelques cas symptomatiques (Mulhouse, Renault...)

Par ailleurs, dans certaines régions telles que la Bretagne, dans sa résistance à la pénétration capitaliste dans l'agriculture, la

.../...

petite paysannerie pauvre fait preuve de grande combattivité pour résoudre les problèmes que pose la mécanisation des travaux agricoles. Elle s'est donné de nouveaux dirigeants qui ont recherché l'unité avec la classe ouvrière.

Comme nous l'expliquions depuis la défaite de mai 1958, la question d'une lutte générale à partir de revendications économiques ne se trouvait plus à l'ordre du jour. Par contre la "généralisation" tend à se faire sur un programme beaucoup plus politique, et tout particulièrement, elle tend à se faire en premier lieu dans l'opposition à la guerre d'Algérie.

b) L'intense accélération de la montée de la révolution coloniale dégradant de jour en jour d'avantage l'ensemble des positions de l'impérialisme dans le monde, apporte à la Révolution algérienne un soutien moral et matériel sans cesse accru et va obliger les grands impérialismes, celui des U.S.A. en tête, à accentuer leur pression sur l'impérialisme français, en vue d'une solution de la crise algérienne.

La Révolution algérienne se trouve placée au coeur du problème des relations de l'impérialisme avec les pays sous-développés et faute d'un règlement rapide de cette crise, les tentatives de l'impérialisme de maintenir ses positions dans ces parties du monde risquent d'être fortement compromises.

C'est pour ces deux raisons qu'à l'ONU le problème est maintenant soulevé sur le plan international, la bourgeoisie française faisant de plus en plus figure d'accusée et sa zone de soutien diminuant internationalement.

c) Sous l'impulsion de la position prise directement par la Chine sur le problème de l'aide des Etats Ouvriers aux Révolutions coloniales, la position des Etats Ouvriers et, en premier lieu, celle de l'U.R.S.S. vis à vis de la Révolution algérienne tend à évoluer dans le sens d'une reconnaissance du G.P.R.A. et d'une aide matérielle plus concrète. D'autant plus que la direction Khrouchev a aussi intérêt à être partie prenante dans la victoire du G.P.R.A.

Ce facteur politique international aura de plus des répercussions concrètes bien qu'à plus longue échéance sans doute, sur le mouvement ouvrier français.

Bien que la direction du P.C.F. reste, comme la direction soviétique fondamentalement axée par la "coexistence pacifique", les manœuvres du gouvernement soviétique ont des répercussions au sein du mouvement ouvrier qui peuvent porter au delà des limites de la politique officielle. D'autant que la position soviétique apparaît

plus "à gauche" que celle de la direction du P.C.F. rendue encore plus réactionnaire par le souci "national" de celle-ci et sa volonté bien déterminée de ne pas sortir du cadre de la "communauté nationale" et de la pression sur le gouvernement.

d) Sur le plan de la "Communauté" la Révolution algérienne joue à un degré plus élevé et plus direct encore le rôle de polarisateur des énergies révolutionnaires des peuples de l'Afrique Noire et elle stoppe de façon immédiate les développements espérés par l'impérialisme français. La rupture du Mali est la plus récente démonstration de ce processus qui ôte radicalement toute efficacité à la politique "exemplaire" de de Gaulle, champion de la décolonisation bourgeoise en Afrique Noire. Par ailleurs, les projets de république algéro-tunisienne défendue par Bourguiba et qui seraient l'amorce très concrète du grand Maghreb unifié, s'ils sont une arme à double tranchant (1) sont, dans la perspective d'une continuation de la guerre, une menace nouvelle pour l'impérialisme français.

L'ensemble de ces facteurs qui renforcent la Révolution algérienne, affaiblissent la cohésion du camp impérialiste et menacent directement l'avenir "communautaire" de la France gaulliste, joue sur l'impérialisme dans le sens d'une nécessité accrue de trouver une solution à ce conflit.

o o o

En France même, la révolte des jeunes qui s'est d'abord traduite presque exclusivement sur le plan de la jeunesse étudiante mais va maintenant tendre à se transporter dans la jeunesse ouvrière, a déjà amené une partie importante des intellectuels français à se dresser contre le régime, sur le point de la lutte contre la guerre d'Algérie. Cette opposition active tend maintenant à s'élever à un plan politique supérieur en une fraternisation avec la lutte du peuple algérien lui-même. Ceci est un fait nouveau et de la plus haute importance pour le redémarrage d'un courant révolutionnaire dans ce pays.

Un tel niveau politique n'a pas été atteint dans le passé récent même lors du mouvement des rappelés de 1956 qui était resté uniquement sur le plan du refus des rappelés de partir à la guerre mais n'abordait pas le problème du bien fondé de la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

.../...

(1) Ils sont une arme à double tranchant pour deux raisons : d'une part ils pourraient être utilisés par l'impérialisme français comme une issue à l'impasse où il se trouve pour relancer la négociation; d'autre part pour Bourguiba et les bourgeoisies tunisienne et marocaine l'acceptation par l'impérialisme français de traiter avec une république algéro-tunisienne serait aussi un moyen de freiner l'élan de la Révolution algérienne.

Bien qu'encore limitée à des cercles restreints de la société française, cette politisation est le premier pas positif, réellement et consciemment axé contre le régime, qui se produit depuis 1958.

L'importance des moyens de répression mis en oeuvre par le gouvernement montre à quel point celui-ci apprécie le danger que constitue cet événement pour le régime lui-même.

On peut dire qu'un tournant dans la vie politique de ce pays, le premier depuis 1958, a été initié par ce mouvement d'avant-garde qui, commencé par l'action de Francis Jeanson, a eu ses premières répercussions plus larges dès le printemps 1960, avec les premières initiatives de l'UNEF et ses contacts avec l'UGEMA.

C'est-à-dire qu'après avoir été les seuls, en tant que Section Française de la IV^e Internationale, à défendre une politique active de soutien à la Révolution algérienne, dès le début de celle-ci, nous nous trouvons maintenant dans une situation où des cercles plus larges que nous ont adopté sur ce point une politique qui tend vers un véritable défaitisme révolutionnaire par rapport à la guerre de l'impérialisme français contre un peuple colonisé.

A leur tour, ces courants, en adoptant des initiatives audacieuses telles que celle des 121 ou les prises de position qui ont eu lieu à l'occasion du procès du réseau Jeanson, ont produit sur l'ensemble du mouvement ouvrier organisé en France un choc qui à la fois oblige les directions de ces organisations politiques et syndicales à opérer une modification de leur attitude (même si elles critiquent vertement cette avant-garde) et retentit de façon fracassante sur la crise et la maturation politique qui n'ont cessé de s'y poursuivre à la base.

C'est directement en conséquence de l'action de ces courants d'avant-garde qu'ont été réalisés les mouvements qui ont marqué la journée du 27 octobre, laquelle peut être considérée comme le symptôme d'une certaine réanimation du mouvement ouvrier en France.

Malgré l'attitude du PCF et de la CGT (qui a entraîné comme corollaire la réussite de manoeuvres anti-communistes de la part des réformistes de FO et de la FEN) cette journée de manifestations représente un dégel certain, sur un plan plus étendu que celui des courants d'avant-garde sus-mentionnés, du mouvement ouvrier de ce pays.

La quasi inexistence de contre manifestants fascistes et le caractère très restreint de leur propre manifestation tenue ensuite à la Mutualité montrent la faiblesse de ce courant dans les masses en France.

.../...

Cette réanimation du mouvement ouvrier, s'ajoutant aux facteurs d'ordre international mentionnés plus haut a certainement pesé de façon importante dans les initiatives nouvelles prises par de Gaulle et annoncées dans son discours du 4 Novembre.

Face à l'échéance du 5 Décembre à l'ONU et devant l'opposition intérieure à la poursuite de la guerre d'Algérie, de Gaulle essaye de reprendre l'initiative pour imposer sa solution à la guerre d'Algérie, à la fois contre les ultras et contre le FLN, en la faisant sanctionner par un référendum. Ceci ne l'empêche d'ailleurs pas de maintenir vis à vis des décisions de l'ONU son attitude de "mépris de fer" qui est accentuée par la pression que subit le pouvoir gaulliste de la part de ses alliés atlantiques et de courants bourgeois hostiles à sa politique de "grandeur" et à sa constitution d'une force de frappe, qui sont des éléments de perturbation de la coalition atlantique.

Une nouvelle épreuve de force est ainsi ouverte au sein du camp bourgeois en France et entre l'impérialisme et la Révolution algérienne soutenue par l'ensemble des forces anti-impérialistes dans le monde.

Un pronostic précis sur l'évolution de la situation peut difficilement être énoncé actuellement. Néanmoins, pour les mêmes raisons (ci-dessus énoncées) qui ont amené l'échec des pourparlers de Melun et du fait de l'accentuation du rapport des forces favorables à la révolution coloniale sur le plan international, les chances du pouvoir gaulliste d'imposer sa solution de "république algérienne" sont restreintes.

Un compromis avec la Révolution algérienne, s'il se réalise, sera désormais, selon toute vraisemblance, un compromis défavorable pour l'impérialisme français. Il interviendra face à une aide plus ou moins grande des Etats ouvriers et à une réanimation plus ou moins développée du mouvement ouvrier français qui auront, après six années d'une lutte héroïque du peuple algérien, sorti la Révolution algérienne d'un isolement coûteux.

Dans ces conditions les perspectives se présenteront quelque peu différemment de celles qui étaient envisagées dans la résolution du Plenum du CEI de Novembre 1959. De toute façon il faut exclure la possibilité d'un régime gaulliste caractérisé par des formes paternalistes (celles-ci n'auraient pu exister qu'en cas de solution assez rapide de compromis).

Cette évolution de la situation renforcera incontestablement les courants et tendances fascisantes; cela est déjà visible.

Les courants ainsi formés tenteront-ils une opération en direction du pouvoir ? C'est une perspective peu probable. En effet, ces courants fascisants sont très faibles dans la population civile et ne disposent pas d'une seule organisation ou même d'un seul leader de masse; les forces principales sont dans l'armée, mais ce serait pour l'impérialisme français une catastrophe que de lancer une partie de l'armée dans une action qui d'une part la diviserait, d'autre part susciterait une riposte des masses et ce que la bourgeoisie appelle la formation du "front populaire".

Dans ces conditions et étant donné la place exceptionnelle occupée dans la politique française par de Gaulle, place actuellement irremplaçable, il est probable que nous assisterons à un dépouillement du régime de de Gaulle de tout trait libéral ou paternaliste et à son évolution en un gouvernement de dictature avérée, appuyée sur l'armée. Un tel pouvoir rassemblerait autour de lui une importante partie des forces réactionnaires qui sinon pourraient être attirées par la démagogie fascisante.

Le régime pourrait d'autant plus aisément évoluer ainsi que les grandes organisations ouvrières sont timorées à l'excès, se placent sur la défensive et n'ont aucune intention de mener une lutte révolutionnaire contre le régime, la seule qui puisse donner des résultats.

Mais le fait qu'il s'agit d'un gouvernement dictatorial de type bonapartiste et non de type fasciste a une importance décisive quant aux perspectives assez courtes. Sa répression, si dure soit-elle ne pourra que comprimer le ressort prolétarien et non atomiser la classe ouvrière. Cela signifie que ce régime ne pourra tenir que pour une période relativement courte et suscitera une riposte d'autant plus forte de la classe ouvrière et des masses travailleuses, résultant du développement de la ranimation à laquelle nous assistons dès à présent. La répression que peut effectuer un tel régime, qui ne dispose pour l'exercer que des rouages de son Etat, si forts soient-ils, est en effet d'une nature tout autre que la répression fasciste s'appuyant sur un courant de masse.

Les manifestations actuelles parmi les intellectuels et les jeunes ne sont pas des gestes désespérés devant une montée fasciste inéluctable, mais au contraire les actes précurseurs d'un renouveau de lutte des masses, des actes qui, malgré la confusion dans laquelle ils se présentent sont très en avance politiquement sur le mouvement général des masses. C'est sur cette perspective que notre Parti doit se situer, intervenir de façon audacieuse, pour donner autant que faire se peut une clarification politique et une direction politique à l'avant-garde qui est engagée dans la lutte et qui, à la différence de ce qui se produisit lors de la Résistance et de la Libération est mise en garde par sa propre expérience contre les directions traditionnelles et même contre les tendances centriste.

Dès maintenant, l'ensemble du mouvement ouvrier organisé a été remis en mouvement par les prises de position des jeunes et des intellectuels.

Le P.S. tout en condamnant violemment cette action, a dû raidir sa position vis à vis du régime et réclame la reprise des pourparlers et la garantie préalable de l'autodétermination.

Le P.S.U. est entré dans une période de vive discussion intérieure et toute sa base jeune se trouve en opposition aux positions couardes de la direction.

Sous la double influence des modifications de la politique soviétique par rapport à la Révolution algérienne et de la pression qu'elle subit de la part du développement du mouvement en France - dont elle craint de perdre le contrôle - la direction du P.C.F. a quelque peu infléchi sa position. Celle-ci, comme indiqué plus haut, reste fondamentalement la même et son rôle de frein principal du mouvement ouvrier en France s'exprime actuellement en toute clarté (position par rapport à la manifestation de l'UNEF). Néanmoins les modifications de forme qu'elle a dû apporter à l'expression de sa politique sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie, risquent d'être interprétées par la base du Parti dans le sens des aspirations à la lutte des militants communistes. Cette interprétation pourrait entraîner l'action du P.C.F. plus loin que ne le souhaite sa direction. Il en résultera de toutes manières un approfondissement de la crise de ce Parti et peut-être un nouvel essor de courants d'opposition.

Un raidissement bureaucratique contre tout courant mettant en cause le monopole du P.C.F. dans le mouvement de masse et particulièrement la C.G.T. se manifeste actuellement et ses épisodes les plus significatifs sont ceux de Renault et de la Thomson. Ce raidissement est un symptôme de la crainte qu'ont les bureaucrates du PCF et de la CGT de voir la position anti-impérialiste des nouveaux courants d'avant garde qui se sont constitués dans la lutte contre la guerre d'Algérie, gagner leurs propres militants et les obliger à abandonner leur politique de pression sur la bourgeoisie.

A la polémique sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie entre "légalistes" et "illégalistes" s'ajoutera de plus en plus à l'avenir la répercussion de la polémique internationale entre russes et chinois.

En conclusion, quelle que soit l'ampleur que revêtira le mouvement à l'échelle des masses, nous sommes entrés avec ce nouvel épisode dans une étape de très grande importance pour le regroupement d'une avant-garde révolutionnaire dans ce pays.

C'est dans la mesure où le Parti saura jouer son rôle de pionnier politique au sein de l'avant garde active constituée aujourd'hui par les jeunes, les réseaux d'aide à la révolution algérienne et les intellectuels et

qu'il s'y montrera le plus audacieux politiquement et en actes, qu'il sera aussi capable de jouer au sein même du P.C.F. et des mouvements que ce parti influence le rôle polarisateur auquel tend notre tactique entriste sui generis.

Plus que jamais, la réalisation fructueuse de cette tactique exige une action indépendante audacieuse, tant sur le plan de l'expression politique intégrale de nos conceptions et de nos mots d'ordres révolutionnaires adaptés à la période présente que sur celui des initiatives sur le plan de la lutte contre l'impérialisme et sa guerre.

En effet, la nouvelle avant-garde constituée dans la lutte contre la guerre d'Algérie, quelle que soit l'audace de son action et de son expression, reste encore néanmoins limitée sur le plan de l'expression politique et même de l'action, par le fait même qu'elle n'est pas inspirée par des conceptions véritablement marxistes révolutionnaires. Ceci donne toute son importance à l'expression complète de notre position et de ses conséquences sur le plan des propositions et explications concrètes que nous seuls pouvons faire sur cette base. Une telle action à la fois idéologique et pratique de notre part est susceptible à l'étape actuelle de recueillir dans ces courants d'avant garde active un écho qui peut permettre à notre politique d'être entendue et comprise plus ample-ment dans l'avant garde essentielle, mais encore à l'état plus ou moins latent, constituée par les militants du P.C.F.

Nous devons faire en sorte que les nouveaux courants d'avant garde puissent servir de caisse de résonance à notre politique marxiste révolutionnaire et ainsi la répercuter au sein même du P.C.F.

La répression qui s'est abattue sur notre mouvement international, comme conséquence de sa lutte pour la Révolution algérienne doit aussi, au travers d'une campagne politique énergique pour la défense de nos emprisonnés, nous aider à étendre notre influence politique au sein de l'avant garde révolutionnaire en formation.

Ainsi, par la réalisation la plus complète et fructueuse possible des deux aspects de notre travail entriste sui-generis, le Parti peut, dans les mois qui viennent se renforcer politiquement et numériquement de façon appréciable. En étendant son audience politique et en acquérant des forces nouvelles, jeunes en particulier, qui sont tout à fait indispensables à la réalisation même des tâches de cette période, le Parti peut - grâce à sa compréhension des voies de développement du mouvement ouvrier - se placer dans les meilleures conditions possibles pour jouer à l'étape future, celle du réveil du mouvement des masses, un rôle décisif pour la construction du parti ouvrier marxiste révolutionnaire de masse dans ce pays.

La réalisation de nos tâches actuelles peut également avoir une grande importance pour la formation d'un courant marxiste révolutionnaire dans la Révolution algérienne elle-même et aussi dans les révolutions d'Afrique Noire.

NOT TACHES POLITIQUES ET ORGANISATIONNELLES

A - Sur le plan des tâches politiques dans la lutte contre la guerre d'Algérie, qui continue d'être l'axe de notre activité, nous accorderons une place très importante à la revendication d'un soutien par les organisations ouvrières de masse, politiques et syndicales, des jeunes que leur lutte met de plus en plus en conflit avec l'Etat bourgeois.

Nous soutiendrons toutes les formes et manifestations de lutte qui sont engagées à présent, même si elles sont déterminées par des conceptions erronées.

Nous mènerons une campagne systématique pour montrer que la lutte contre la guerre d'Algérie ne peut être menée effectivement et à fond que comme lutte de défense de la Révolution algérienne, pointe avancée de la révolution coloniale, elle-même élément essentiel de la révolution mondiale. La lutte contre la guerre d'Algérie doit également être menée par le mouvement ouvrier dans la perspective d'une lutte pour renverser le régime gaulliste, non au profit d'une réédition de la IVème République, renouée ou non, mais pour porter au pouvoir un gouvernement des travailleurs entendant la construction d'une société socialiste.

En ce qui concerne la lutte des jeunes, le Parti popularisera non seulement le mot d'ordre de refus d'envoi du contingent mais celui du retour du contingent et du retrait de toutes les forces d'armée et de police de l'impérialisme en Algérie.

Le Parti fera campagne au sein du mouvement ouvrier pour faire connaître la véritable position communiste sur le problème de l'aide aux révolutions coloniales, telle qu'elle est exprimée par le point 8 des 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste. Il dénoncera également l'interprétation abusive de la position léniniste concernant le travail anti-militariste, telle qu'elle est exprimée par Thorez et la direction du PCF qui omettent en particulier d'indiquer que Lénine, dans le cas d'une guerre impérialiste mobilisant l'ensemble de la population (et non pas seulement les jeunes) donnait

.../...

comme objectif aux révolutionnaires de partir à l'armée POUR LA DESAGREGER.

L'échec de la Conférence au sommet est à utiliser pour combattre le révisionnisme le plus dangereux de la période actuelle, celui des "voies pacifiques" etc... désarmant les travailleurs. En particulier les interventions des Chinois doivent être exploitées pour rappeler les enseignements léninistes sur la question de la guerre.

B - Une série de décisions doivent être adoptées et mises en pratique pour permettre au parti de réaliser ses objectifs sus-mentionnés : ACCROITRE SON AUDIENCE POLITIQUE ET RECRUTER.

12) Sur le plan de l'expression politique indépendante, nous devons au maximum combiner les possibilités d'expression légale et éventuellement illégale. Pour cela, en plus de la Vérité des Travailleurs le parti doit pouvoir s'exprimer dans une publication qui ne soit pas limitée par des saisies qui, répétées trop fréquemment finiraient par nous interdire toute expression authentiquement trotskyste.

Ceci implique deux sortes de mesures :

a) mesures matérielles pour la parution et la diffusion d'une telle publication (plus limitée en volume que la VDT, mais de diffusion maximum)

b) mesures de défense contre la répression que notre action ne manquera pas d'attirer sur le Parti.

22) Il importe également sur ce plan de reprendre la tenue de cercles de discussion tels que le Cercle Karl Marx, en leur donnant toutefois au maximum la forme et le contenu de cercles de confrontation. A cet effet, la direction du Parti doit intervenir avec tenacité auprès des courants d'avant garde pour l'organisation en commun de telles tribunes. Celles-ci pourraient aussi être le moyen de prises de contact fructueuses avec les milieux d'étudiants coloniaux.

32) Les problèmes financiers qui se posent naturellement toujours avec acuité, sont encore plus aigus dans la perspective de telles réalisations qui exigent du matériel et des hommes pour le sortir. La direction du Parti devra donc, tant sur le plan des économies réalisables que sur celui des nouvelles rentrées possibles, faire un effort considérable que l'ensemble du Parti devra être mobilisé pour soutenir et élargir.

42) La perméabilité aux idées marxistes révolutionnaires qui se marque dans la nouvelle avant-garde active, doit nous inciter à placer chacun des membres du Parti, qu'il soit ou non engagé dans le travail entriste proprement dit (et avec des modalités différentes

.../...

suivant les cas) dans les conditions les meilleures pour qu'il puisse être au centre d'un de ces noyaux d'avant-garde. Un examen efficace des milieux de travail et des tâches extérieures de chacun devra être fait dans l'immédiat.

52) Ceci est au premier chef indispensable pour chaque membre de la direction du Parti, CC et BP. Ces organismes doivent être composés de camarades susceptibles d'entraîner efficacement le parti sur le plan politique et organisationnel à la réalisation de ses tâches.

62) Une équipe plus large de camarades de direction susceptibles d'être les porte paroles officiels de la Section française de la IV^e Internationale doit maintenant être formée.

72) La tenue systématique d'écoles telles que celle que nous avons réalisée en Juillet dernier doit être une de nos préoccupations essentielles afin de nous permettre d'assimiler les nouveaux militants que nous pouvons maintenant gagner au Parti. La publication de brochures illustrant les positions du parti et de l'Internationale doit aussi être remise à l'ordre du jour. Tout ceci implique pour la direction du Parti la réalisation de conditions de travail lui permettant des réalisations politiques efficaces dans tous ces domaines.

Après avoir entendu le rapporteur et après discussion, le Congrès adopte les propositions de la Commission à l'unanimité.

Délégués : ARNOLD, CLOUZOT, FOURNIER, GERVAISE, JEAN, LAURENT,
MARECHAL, MARIE ANNE, MAXIME, MIVOUA, MYRIAM, RADIAN
ROBERT, ROLAND, ROUGET, SCHMITT, TRAN.

Après avoir entendu le rapporteur et après discussion, le Congrès donne quittance au trésorier à l'unanimité.

1) La résolution politique présentée au Congrès est adoptée par tous les délégués à l'exception du camarade ROBERT qui s'abstient faute d'avoir étudié le texte, celui-ci lui étant parvenu avec retard.

2) La résolution suivante est proposée en ce qui concerne les textes internationaux par le Camarade MICARD et le BP sortant, à l'exception de Pierre FRANK qui s'abstient.

"L'Etat de la discussion ne permettant pas de clore le débat, le 15ème Congrès de la Section Française de la IVème Internationale charge le Comité Central, élargi aux délégués de cellules, en tenant compte des amendements qui peuvent être faits et des votes qui peuvent intervenir

a) de prendre position, au nom de la Section Française, sur les textes soumis par le S.I.

b) d'élire les délégués au VI^e Congrès Mondial".

POUR 6 L.0

CONTRE : 3

ABSTENTIONS : 4

La résolution suivante est proposée par le Camarade MARECHAL :

"Le congrès constatant que l'état de la discussion ne permet pas de clore la discussion, propose que les délégués actuellement élus par les cellules se prononcent à une date ultérieure, dans une conférence nationale qui serait fixée par le Comité Central. Cette conférence serait convoquée une fois la discussion épuisée dans l'ensemble du parti".

POUR : 1

CONTRE : 10

ABSTENTIONS : 6

[illegible]

ELECTION DU COMITE CENTRAL